

# « UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE »

## Repères littéraires : L'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle

La conviction d'un « sentiment européen » moderne apparaît avec ce que l'on a appelé l'« Europe des Lumières », née des échanges intellectuels entre les « philosophes » convaincus des progrès de la raison.

- « Il n'y a plus aujourd'hui de Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais même, quoi qu'on en dise ; il n'y a que des Européens. »

(Jean-Jacques Rousseau, *Considérations sur le gouvernement de Pologne et sur sa réformation projetée*, 1771)

Le philosophe allemand Emmanuel Kant (1724-1804) montre la voie que devrait suivre la philosophie révolutionnaire des droits de l'homme. Afin de sortir de l'état de guerre qui ruine l'Europe, il propose des institutions républicaines et un État fédéral. L'Europe, « terre mère de la Raison », assumerait ainsi une mission de civilisation universelle (*Projet de paix perpétuelle*, 1795).

## **I. Le Gouvernement européen de Saint-Simon**

Marqué par l'esprit encyclopédique (il fut le disciple de d'Alembert), Claude Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon (1760-1825) considère qu'il faut chercher un nouvel ordre social dans une forme de capitalisme qui créera une abondance de richesse profitant à tous. Ses analyses annoncent les thèmes fondamentaux de la doctrine socialiste développée au XIX<sup>e</sup> siècle. S'interrogeant sur « la nécessité et les moyens de rassembler les peuples de l'Europe » en confédération, Saint-Simon préconise un « Conseil des Lumières » constitué de savants, d'artistes, d'artisans, de chefs d'entreprise pour former les gouvernements nationaux et le Gouvernement européen.

- « Ainsi, en résumant tout ce que j'ai dit jusqu'ici, l'Europe aurait la meilleure organisation possible, si toutes les nations qu'elle renferme, étant gouvernées chacune par un parlement, reconnaissent la suprématie d'un parlement général placé au dessus de tous les gouvernements nationaux et investi du pouvoir de juger leurs différends.

« Je ne parlerai point ici de l'établissement des parlements nationaux : on sait par expérience quelle en doit être l'organisation ; j'indiquerai seulement comment peut être composé le parlement général de l'Europe. »

(Claude-Henri de Saint-Simon et Augustin Thierry, *De la réorganisation de la société européenne ou De la nécessité et des moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique, en conservant à chacun son indépendance nationale* », Livre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, « De la nouvelle organisation de la société européenne », 1814)

- « Tout homme né dans un pays quelconque, citoyen d'un état quelconque, contracte par son éducation, par ses relations, par les exemples qui lui sont offerts, certaines habitudes plus ou moins profondes d'étendre ses vues au-delà des limites de son bien-être personnel et de confondre son intérêt propre dans l'intérêt de la société dont il est membre.

« De cette habitude fortifiée et tournée en sentiment, résulte une tendance à généraliser ses intérêts, c'est à dire à les voir toujours renfermés dans l'intérêt commun : ce penchant qui s'affaiblit quelquefois, mais qui ne s'anéantit jamais, est ce qu'on appelle le patriotisme.

« Dans tout gouvernement national, s'il est bon, le patriotisme que chaque individu apporte en lui à l'instant qu'il en est fait membre, se change en esprit ou en volonté de corps, puisque l'attribut nécessaire d'un bon gouvernement est que l'intérêt des gouvernements soit aussi l'intérêt de la nation.

« C'est cette volonté de corps qui est l'âme du gouvernement, qui fait que toutes les nations y sont unies et tous les mouvements concertés, que tout marche vers un même but, que tout répond au même mobile.

« Il en est du Gouvernement européen, comme des gouvernements nationaux, il ne peut avoir d'action sans une volonté commune à tous ses membres.

« Or, cette volonté de corps, qui, dans le Gouvernement national, naît du patriotisme national, dans le Gouvernement européen ne peut provenir que d'une plus grande généralité de vue, d'un sentiment plus étendu, qu'on peut appeler le patriotisme européen.

« C'est l'institution qui forme les hommes, disait Montesquieu : ainsi, ce penchant qui fait sortir le patriotisme hors des bornes de la patrie, cette habitude de considérer les intérêts de l'Europe, au lieu des intérêts nationaux, sera, pour ceux qui doivent former le Parlement européen, un fruit nécessaire à son établissement. »

(*Ibid.*, Chapitre 2, « De la Chambre des Députés du Parlement européen »)

## II. Chateaubriand et la responsabilité de l'Europe

En réaction aux principes de la Révolution, se réaffirme une autre Europe, monarchiste et chrétienne. Victorieuse des armées napoléoniennes, la Sainte-Alliance (Russie, Autriche, Prusse), initiée par le tsar Alexandre I<sup>er</sup> de Russie et conclue par le Traité de Vienne (26 septembre 1815), redessine la carte de l'Europe. Afin de maintenir la paix dans un premier temps, puis de se protéger mutuellement d'éventuelles révolutions, l'Alliance exerce sa « tutelle » (Chateaubriand, voir ci-après) sur l'Europe. Elle est rejointe par la France de Louis XVIII à la Restauration (1818).

François-René de Chateaubriand (1768-1848), monarchiste qui se dit « républicain par nature », « élève la voix au moment de la crise de la Grèce » pour rappeler l'urgence d'une prise de conscience européenne commune, imposée par la nécessité de dépasser les conflits d'intérêts (les risques de « collision ») entre les grandes puissances alliées. Au moment où la Grèce, sous domination ottomane depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, se soulève pour obtenir son indépendance, Chateaubriand revendique le discours de l'Europe des Lumières pour rappeler avec force la responsabilité de l'Europe chrétienne. C'est dans cette intention qu'en 1827 il rajoute ses *Notes sur la Grèce* à son récit de voyage *Itinéraire de Paris à Jérusalem* (1811).

● « Si l'on n'opposait pas, dans les États qui se forment ou se régénèrent, des monarchies représentatives à des républiques représentatives, si l'on prétendait reculer dans le passé, combattre en ennemie la raison humaine, avant un siècle peut-être toute l'Europe serait républicaine ou tombée sous le despotisme militaire. »

(*Itinéraire de Paris à Jérusalem, Note sur la Grèce*)

● « Si nous n'avons rien fait au milieu du profond calme de l'Europe, que ferons-nous au milieu de l'Europe peut-être agitée ? Quand les événements du dehors viendront se compliquer avec les misères du dedans, où irons-nous ? [...]

« Le temps développera la nouvelle politique qu'il n'est pas impossible de voir naître, qu'il est même raisonnable de supposer. Le projet indiqué dans la *Note* serait donc plus utile que jamais, si l'on voulait l'adopter à la fois pour sauver la Grèce, et pour prévenir toute collision entre les États de l'Europe. »

(*Ibid.*, Avant-propos, Première partie)

- « L'Europe doit préférer un peuple qui se conduit d'après les lois régénératrices des lumières à un peuple qui détruit partout la civilisation. »

(*Ibid.*, Avant-propos, Deuxième partie)

- « Le passé prédit l'avenir : des événements se préparent. [...] Cette arrière-garde de huit cent mille hommes, qui tenait le monde en respect, ne peut plus agir dans la même politique, dans la même unité. L'Europe continentale sort de tutelle ; la base sur laquelle s'appuyaient toutes les forces militaires de l'Alliance ne tardera pas à s'ébranler ; cette vaste armée disposée en échelons, dont la tête était à Naples et la queue à Moscou, bientôt sera disloquée. Quand les flots de cette mer seront retirés, on verra le fond des choses à découvert. Alors on se repentira, mais trop tard, d'avoir refusé de faire ce qu'on aurait dû pour n'avoir pas besoin de ces flots. »

(*Ibid.*, Préface de la troisième édition de la note, publiée en 1852)

### III. Michelet et Hugo : la France, matrice de l'Europe

Les intellectuels du XIX<sup>e</sup> siècle considèrent la France comme le centre naturel de l'Europe : « Je crois qu'on peut dire sans flatterie que la France a été le centre, le foyer de la civilisation de l'Europe », écrit Guizot dans son *Histoire générale de la civilisation en Europe* (1828). Pour l'historien Jules Michelet (1798-1874), l'Europe ne peut-être qu'une émanation de la France, « le pilote du vaisseau de l'humanité » (voir « Le génie de la France »).

- « Ce qu'il y a de moins simple, de moins naturel, de plus artificiel, c'est-à-dire de moins fatal, de plus humain et de plus libre dans le monde, c'est l'Europe ; de plus européen, c'est ma patrie, c'est la France. [...] »

« Chaque pensée solitaire des nations est révélée par la France. Elle dit le Verbe de l'Europe, comme la Grèce a dit celui de l'Asie. Qui lui mérite cette mission ? C'est qu'en elle, plus vite qu'en aucun peuple, se développe, et pour la théorie et pour la pratique, le sentiment de la généralité sociale. À mesure que ce sentiment vient à poindre chez les autres peuples, ils sympathisent avec le génie français, ils deviennent France ; ils lui décernent, au moins par leur muette imitation, le pontificat de la civilisation nouvelle. Ce qu'il y a de plus jeune et de plus fécond dans le monde, ce n'est point l'Amérique, enfant sérieux qui imitera longtemps ; c'est la vieille France, renouvelée par l'esprit. Tandis que la civilisation enferme le monde barbare dans les serres invincibles de l'Angleterre et de la Russie, la France brassera l'Europe dans toute sa profondeur. [...] »

« La France rendra au génie latin quelque chose de la prépondérance matérielle qu'il eut dans l'Antiquité, de la suprématie spirituelle qu'il obtint au Moyen Âge. [...] »

« C'est en nous plaçant au sommet du Capitole que nous embrasserons, du double regard de Janus, et le monde ancien qui s'y termine, et le monde moderne, que notre patrie conduit désormais dans la route mystérieuse de l'avenir. » [...] »

(*Introduction à l'Histoire universelle*, parue en 1831)

- « Non, ce n'est pas le machinisme industriel de l'Angleterre, ce n'est pas le machinisme scolastique de l'Allemagne qui fait la vie du monde ; c'est le souffle de la France, dans quelque état qu'elle soit, la chaleur latente de sa révolution que l'Europe porte toujours en elle. »

(Note dans *Le Peuple*, III<sup>e</sup> partie, « De l'affranchissement par l'amour. La Patrie », chapitre V, « La France », 1846)

Au milieu du siècle, l'idée d'une Europe des peuples, fondée sur la démocratie et la justice sociale, progresse avec l'espoir d'une paix universelle, contre l'Europe des rois de 1815. Le philosophe positiviste Auguste Comte prône même la création d'une monnaie

européenne en 1848. En 1849, un Congrès de la Paix se tient à Paris entre divers représentants de courants pacifistes internationaux ; Victor Hugo, qui en a été élu président, prononce le discours d'ouverture :

● « Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos provinces, se sont fondues dans la France. Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d'un grand sénat souverain qui sera à l'Europe ce que le parlement est à l'Angleterre, ce que la diète est à l'Allemagne, ce que l'assemblée législative est à la France ! (*Applaudissements.*) Un jour viendra où l'on montrera un canon dans les musées comme on y montre aujourd'hui un instrument de torture, en s'étonnant que cela ait pu être ! (*Rires et bravos.*) Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les États-Unis d'Amérique, les États-Unis d'Europe (*applaudissements*), placés en face l'un de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leur industrie, leurs arts, leurs génies, défrichant le globe, colonisant les déserts, améliorant la création sous le regard du créateur, et combinant ensemble, pour en tirer le bien-être de tous, ces deux forces infinies la fraternité des hommes et la puissance de Dieu ! (*Longs applaudissements.*) »

(Extrait du discours de Victor Hugo, 21 août 1849)

Européen convaincu, Victor Hugo partage la même vision messianique et la même exaltation lyrique que Michelet : l'Europe, c'est la France sublimée.

● « Au vingtième siècle, il y aura une nation extraordinaire. Cette nation sera grande, ce qui ne l'empêchera pas d'être libre. Elle sera illustre, riche, pensante, pacifique, cordiale au reste de l'humanité. Elle aura la gravité douce d'une aînée. Elle s'étonnera de la gloire des projectiles coniques, et elle aura quelque peine à faire la différence entre un général d'armée et un boucher ; la pourpre de l'un ne lui semblera pas très distincte du rouge de l'autre. Une bataille entre Italiens et Allemands, entre Anglais et Russes, entre Prussiens et Français, lui apparaîtra comme nous apparaît une bataille entre Picards et Bourguignons. Elle considérera le gaspillage du sang humain comme inutile. Elle n'éprouvera que médiocrement l'admiration d'un gros chiffre d'hommes tués. [...]

« Cette nation aura pour capitale Paris, et ne s'appellera point la France ; elle s'appellera l'Europe.

« Elle s'appellera l'Europe au vingtième siècle, et, aux siècles suivants, plus transfigurée encore, elle s'appellera l'Humanité.

« L'Humanité, nation définitive, est dès à présent entrevue par les penseurs, ces contemplateurs des pénombres ; mais ce à quoi assiste le dix-neuvième siècle, c'est à la formation de l'Europe.

« Vision majestueuse. Il y a dans l'embryogénie des peuples, comme dans celle des êtres, une heure sublime de transparence. Le mystère consent à se laisser regarder. Au moment où nous sommes, une gestation auguste est visible dans les flancs de la civilisation. L'Europe, une, y germe. Un peuple, qui sera la France sublimée, est en train d'éclorre. L'ovaire profond du progrès fécondé porte, sous cette forme dès à présent distincte, l'avenir. Cette nation qui sera palpable dans l'Europe actuelle comme l'être ailé dans la larve reptile. Au prochain siècle, elle déploiera ses deux ailes, faites, l'une de liberté, l'autre de volonté.

« Le continent fraternel, tel est l'avenir. Qu'on en prenne son parti, cet immense bonheur est inévitable.

« Avant d'avoir son peuple, l'Europe a sa ville. De ce peuple qui n'existe pas encore, la capitale existe déjà. Cela semble un prodige, c'est une loi. Le fœtus des nations se comporte comme le fœtus de l'homme, et la mystérieuse construction de l'embryon, à la fois végétation et vie, commence toujours par la tête. »

(Début et fin du texte de Victor Hugo placé en introduction au *Paris-guide de l'exposition universelle de 1869*, cité in *Actes et Paroles, Depuis l'exil, 1876 - 1885*,

Au fil du temps, « les États-Unis d'Europe » constituent le principal leitmotiv de l'écrivain devenu « conscience » politique de premier plan.

- « Plus de frontières ! Le Rhin à tous ! Soyons la même République, soyons les États-Unis d'Europe, soyons la fédération continentale, soyons la liberté européenne, soyons la paix universelle ! » (Discours à l'Assemblée nationale, 1<sup>er</sup> mars 1871)
- « Nous aurons ces grands États-Unis d'Europe, qui couronneront le vieux monde comme les États-Unis d'Amérique couronnent le nouveau. » (Lettre de Victor Hugo aux membres du Congrès de la Paix, à Lugano, 20 septembre 1872, citée in *Actes et Paroles, Depuis l'exil, 1876 - 1885*, Paris 2, XII. « L'avenir de l'Europe »)
- « Je voudrais signer ma vie par un grand acte, et mourir. Ainsi, la fondation des États-Unis d'Europe. » (Note de 1876 – 1878)

Dans cette construction de l'Europe, il est intéressant de le noter, Hugo a souligné très tôt l'importance du « couple » franco-allemand (deux nations « sœurs » que la guerre de 1870 n'a pas encore jetées l'une contre l'autre) :

- « La France et l'Allemagne sont essentiellement l'Europe. L'Allemagne est le cœur ; la France est la tête.  
« L'Allemagne et la France sont essentiellement la civilisation. L'Allemagne sent ; la France pense.  
« Le sentiment et la pensée, c'est tout l'homme civilisé.  
« Il y a entre les deux peuples connexion intime, consanguinité incontestable. Ils sortent des mêmes sources ; ils ont lutté ensemble contre les Romains ; ils sont frères dans le passé, frères dans le présent, frères dans l'avenir.  
« Leur mode de formation a été le même. Ils ne sont pas des insulaires, ils ne sont pas des conquérants ; ils sont les vrais fils du sol européen. »  
(*Le Rhin, Lettres à un ami, Conclusion IX, 1842*)

#### IV. Ernest Renan et la fin des nations

Dans son fameux discours « Qu'est-ce qu'une nation ? », Renan se fait visionnaire pour annoncer à son tour la dissolution des nations dans une « confédération européenne » :

- « Les volontés humaines changent ; mais qu'est-ce qui ne change pas ici-bas ? Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. À l'heure présente, l'existence des nations est bonne, nécessaire même. Leur existence est la garantie de la liberté, qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître. »  
(« Qu'est-ce qu'une Nation ? », discours prononcé à la Sorbonne à Paris, le 11 mars 1882)
- « En somme, il se peut fort bien que l'état social à l'américaine vers lequel nous marchons, indépendamment de toutes les formes de gouvernement, ne soit pas plus insupportable pour les gens d'esprit que les états sociaux mieux garantis que nous avons traversés. »  
(Ernest Renan, Préface à *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, 1883)

Ici encore, on le voit, le général de Gaulle est l'héritier d'une tradition qui place la grandeur de la France au cœur de la question européenne. Comme les intellectuels et les

politiques de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il considère que le sort de l'Allemagne est un élément clé de l'avenir de l'Europe.

► « Nous croyons qu'il est de l'intérêt supérieur des hommes que les dispositions qui régleront demain le sort de l'Allemagne ne soient pas discutées et adoptées sans la France... Nous croyons que décider sans la France de quoi que ce soit qui concerne l'Europe serait une grave erreur... [...] toute grande construction humaine serait arbitraire et fragile s'il, y manquait le sceau de la France. » (M. G., III, p. 13)

► « Qu'advierait-il de l'Europe après la défaite de l'Allemagne et quel sort serait fait à celle-ci ? » (M. G., III, p. 59)

► « Cette conception de l'Allemagne de demain se rattachait à l'idée que je me faisais de l'Europe. » (M. G., III, p. 62)

► « Sur ce dernier point, j'observai que la question du Rhin ne serait pas réglée par l'Amérique, non plus que par la Russie, ou par la Grande-Bretagne. La solution, s'il y en avait une, ne pourrait être trouvée un jour que par la France ou l'Allemagne. Toutes deux l'avaient longtemps cherchée l'une contre l'autre. Demain, elles la découvriront, peut-être, en s'associant. » (M. G., III, p. 105)

## **Repères historiques : Retrouver son « rang », de Gaulle et la place de la France dans l'Europe et dans le monde**

Depuis 1940, le général de Gaulle poursuit, parmi d'autres, deux engagements qu'il s'est fixés : faire oublier l'humiliante défaite de juin, mais aussi et surtout, puisqu'il ne doute jamais de la victoire des Alliés, redonner à la France son rang de grande puissance parmi les vainqueurs.

Sur l'Europe il exprime cependant des idées contradictoires. D'une part, il est obsédé par la puissance de l'Allemagne et craint qu'elle ne puisse à nouveau être une menace pour la France. D'autre part, il développe une perspective visionnaire de ce que doit être une Europe unie et pacifiée.

### **I. Être dans le camp des vainqueurs**

L'association de la France aux décisions prises pour la réorganisation de l'Europe et du monde de l'après-guerre, il va la gagner, en partie, par les armes en voulant que les armées françaises soient toujours associées aux combats face aux forces de l'Axe. Il exigera que les Français mènent, aux côtés des Alliés, la lutte en Allemagne, en 1945, jusqu'à la capitulation finale.

► « Pas plus que les Français ne doutent, désormais, du salut de leur pays, les alliés ne contestent qu'on doive, un jour, lui rendre sa place. » (M. G., II, p. 223)

La France doit donc retrouver sa place dans le concert des nations et être capable de mener une politique autonome dans un monde bouleversé par les conséquences de la guerre.

► « Bien plus, jugeant que l'effondrement de l'Allemagne, le déchirement de l'Europe, l'antagonisme russo-américain, offrent à la France, sauvée par miracle, des chances d'action exceptionnelles, il me semble que la période nouvelle me permettra, peut-être, d'entamer l'exécution du vaste plan que j'ai formé pour mon pays.

« Lui assurer la sécurité en Europe occidentale, en empêchant qu'un nouveau Reich puisse encore la menacer. Collaborer avec l'Ouest et l'Est, au besoin contracter d'un côté ou bien de l'autre les alliances nécessaires, sans accepter jamais aucune espèce de dépendance. » (M. G., III, p. 215)

## II. Le poids du passé face à l'Allemagne

Comme tous les Français de sa génération, de Gaulle a été élevé dans l'idée, que c'était un devoir, auquel nul ne pouvait se soustraire, de reconquérir l'Alsace et la Lorraine perdues lors de la guerre de 1870. Jeune officier, il a combattu pendant la Première Guerre mondiale, il a incarné ensuite la résistance à l'occupant pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est donc préoccupé par la façon dont les Alliés vont reconstruire l'Europe en 1945 et s'inquiète de la place que la France y tiendra.

Trois conflits franco-allemands en moins d'un siècle expliquent sa méfiance vis-à-vis d'une Allemagne qui, une fois relevée de ses ruines, pourrait redevenir une menace pour la France.

► « Pour que le redressement de la France fut possible, il fallait que le germanisme perdît sa capacité d'agression. Dans le monde dangereux qui se dessinait déjà, vivre à nouveau sous la menace de la guerre du fait d'un voisin qui en a si souvent montré le goût et le génie, ce serait, pour notre pays, incompatible avec l'essor économique, la stabilité politique, l'équilibre moral, sans lesquels l'effort demeurerai vain. [...] Quelle évolution allait suivre le peuple allemand après la défaite imminente ? Peut-être choisirait-il la sagesse et la paix ? [...] Mais, tant qu'on ne savait pas, il fallait procéder comme si le germanisme pouvait rester dangereux. (M. G., III, pp. 60 – 61)

► « Qu'advierait-il de l'Europe après la défaite de l'Allemagne et quel sort serait fait à celle-ci ? » (M. G., III, p. 59)

Il va donc exiger que la France participe au règlement du sort de l'Allemagne.

► « Nous voulons croire qu'il est de l'intérêt supérieur des hommes que les dispositions qui régleront demain le sort de l'Allemagne ne soient pas discutées et adoptées sans la France... » (M.G., III, p. 13)

Ce sera difficile car la France n'est pas invitée à la conférence de Yalta (février 1945) ni à celle de Potsdam (juillet 1945). Mais il a cependant un allié en la personne de Churchill qui souhaite, sur le continent, une France capable de contrebalancer l'influence de Moscou.

● « Yalta, pourtant, sera un succès diplomatique français. Face à Staline, qui n'a pour la France que la considération due à un État incapable d'aligner plus de vingt divisions et se refuse à lui accorder la moindre priorité en matière de réparations et d'occupation de l'Allemagne, face à Roosevelt qui reste habité par le projet de faire gouverner le monde par quatre grandes puissances dont la France n'est pas, Churchill allait se battre « comme un tigre », selon la formule d'Harry Hopkins [*proche conseiller de Roosevelt*], pour obtenir à la France une zone d'occupation en Allemagne et une place à la Commission de contrôle interalliée. C'est en grande partie grâce aux bons offices du Premier ministre britannique que Paris était invité à la conférence mondiale chargée de créer l'Organisation des Nations Unies. »

(J. Lacouture, *De Gaulle*, o. c. In Biblio)

### **III. Une Allemagne morcelée pour juguler le danger**

C'est une Allemagne morcelée que de Gaulle souhaite voir émerger du chaos qui suit la défaite :

► « Ce qu'il y a de mieux à faire, c'est d'organiser l'administration en Allemagne centrale en créant et en faisant vivre un État de Bavière, un État de Bade, un État de Wurtemberg, un État Hesse-Darmstadt, un État de Hesse-Cassel, un État de Hanovre [...]. Quand ce sera fait, on pourra voir s'il y a lieu ou non de laisser ces divers États se fédérer et dans quelles conditions. » (note citée par E. Roussel, *De Gaulle, II. 1946-1970*, p. 25, o. c. in Biblio)

Contrairement à de Gaulle, le président des États-Unis, Harry Truman, ne veut pas le démantèlement de l'Allemagne : il veut la réintroduire dès que possible parmi les nations européennes et, selon les engagements pris à Potsdam, lui permettre de se doter d'une administration centrale. À la conférence de Londres, en septembre 1945, les Français exposent « l'idée de remplacer le Reich par une fédération d'États » (M.G., III, p. 260). La conférence est un échec : la rivalité Est/ Ouest s'amplifie et aucune décision commune ne peut être prise.

Dans les faits, cette Allemagne forte et unifiée que de Gaulle craignait tant de voir ressurgir va se retrouver amputée de territoires à l'Est, conformément aux dispositions prises à Yalta, et, du fait des dissensions entre les vainqueurs, coupée en deux, dans le contexte de la guerre froide.

► « Chacun se trouvait donc amené à procéder dans sa zone comme il lui paraissait bon. À l'Est les Soviétiques allaient instaurer en Prusse et en Saxe un système politique et social de leur façon. À l'Ouest, les Américains, agissant à l'encontre des tendances autonomistes qui se faisaient jour en Bavière, en Basse-Saxe et en Wurtemberg, et les Anglais, qui trouvaient lourde la responsabilité directe de la Ruhr et des grands ports de la mer du Nord iraient à l'organisation qui leur semblait la plus facile. Ils fondraient leurs deux zones en une seule et y délégueraient les affaires à un collègue de secrétaires généraux allemands. Ainsi serait créé, en somme, un gouvernement du Reich, en attendant qu'on procédât à des élections générales. La perspective d'une véritable fédération allemande s'évanouissait dans les faits. » (M.G., III, pp. 260 – 261)

L'expansionnisme soviétique a transformé les pays de l'Europe centrale et orientale en un glacis défensif sous l'influence de l'URSS. En Allemagne, Russes et Occidentaux s'opposent sur les modalités d'application des accords de Potsdam dans leurs zones respectives d'occupation. Alors que l'URSS procède, dans sa zone, au démantèlement économique et engage un processus de collectivisation, les Occidentaux, surtout les Anglais et les Américains, souhaitent le redémarrage économique. Ils craignent en effet que les difficultés économiques provoquent un soulèvement social qui permettrait aux communistes de s'emparer du pouvoir. Ces deux politiques opposées conduisent à la coupure de l'Allemagne en deux États séparés en 1949.

### **IV. Esquisser une Europe des nations**

De Gaulle affirme que l'Europe ne pourra peser face aux deux blocs que si elle est forte et donc unie. Elle doit se constituer en une confédération d'États capable de défendre ses

intérêts.

► « Cette conception de l'Allemagne de demain se rattachait à l'idée que je me faisais de l'Europe. Celle-ci, après les déchirements horribles qu'elle avait subis en trente ans et les vastes changements qui s'opéraient dans l'univers, ne pourrait trouver l'équilibre et la paix que moyennant l'association entre Slaves, Germains, Gaulois et Latins. [...] l'unité de l'Europe pourrait être mise en chantier sous la forme d'une association organisée de ses peuples, depuis l'Islande jusqu'à Stamboul et de Gibraltar à l'Oural. » (M. G., III, p. 62)

Dans un discours prononcé à Lille le 29 juin 1947, de Gaulle présente sa vision de l'Europe :

► « J'entends une Europe formée d'hommes libres et d'États indépendants, organisée en un but susceptible de contenir toute prétention éventuelle à l'hégémonie et d'établir entre les deux masses rivales l'élément d'équilibre dont la paix ne se passera pas. » (*Discours et messages*, tome 2, p. 87, o.c. In Biblio)

Le général de Gaulle ne cesse de plaider en faveur d'une Europe des États et s'oppose à toute organisation supranationale qui entraînerait un abandon de la souveraineté nationale. C'est dans cette optique qu'il rejette la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) voulue par Schuman et Monnet en 1951 et contribue à faire échouer, en 1954, le projet d'une Communauté européenne de défense (CED). Lors de son retour au pouvoir en 1958, il doit rassurer les chefs d'État européens en affirmant qu'il honorera les engagements pris par la France, en mars 1957, lors de la signature du traité de Rome, traité qui jette les bases d'une Communauté économique européenne (CEE). La construction européenne passe par un rapprochement franco-allemand qu'il mettra en œuvre avec le chancelier Adenauer en signant en 1962 un traité franco-allemand de coopération.

## V. De Gaulle européen ?

Dans un discours prononcé le 7 janvier 1951, de Gaulle plaide pour une Europe forte et indépendante :

► « Américains, je vous dis, ici : Défendez l'Europe. Elle a besoin de vous et vous avez besoin d'elle. »

En juillet 1952, à Saint-Maur, il déclare que la « confédération européenne est peut-être la dernière chance de l'Occident ». Le 15 janvier 1959, son Premier ministre, Michel Debré, se dit partisan de « l'Europe des patries et de la liberté » devant l'Assemblée nationale.

Le 15 mai 1962, lors d'une conférence de presse à l'Élysée, le Président de Gaulle réfute cependant l'une de ces fameuses « petites phrases » qu'on s'est souvent plu à lui prêter :

► « Messieurs les journalistes, vous allez peut-être être assez étonnés, mais je n'ai jamais, quant à moi, dans aucune de mes déclarations, parlé de "L'Europe des patries", bien qu'on prétende toujours que je l'ai fait... »

En 1965, c'est à Michel Droit qu'il confie une autre de ses « petites phrases » demeurées mémorables :

● « Du moment que je suis français je suis européen. [...] On peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! l'Europe ! l'Europe ! »

(Entretien avec Michel Droit, Deuxième partie, 14 décembre 1965)

● « De l'étude documentée qu'Edmond Jouve a consacrée à sa politique européenne, il ressort clairement qu'il s'estimait bon européen, meilleur que ceux qui affirmaient avec ostentation l'être, alors que l'Europe lui semblait n'avoir rien à gagner à l'amenuisement des souverainetés nationales et tout à perdre à s'abandonner au délire communautaire. »

H. Lerner, *de Gaulle tel qu'en lui-même*, p. 432, o. c. In Biblio)

## **VI. La France : membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU**

La participation de la France à conférence de San Francisco (avril-mai 1945) et le fait qu'elle obtienne un siège permanent au Conseil de sécurité montrent qu'elle a obtenu ce qu'elle désirait : retrouver sa place dans le monde. Mais cette présence n'allait pas de soi, car la France libre, incarnée par de Gaulle, suscite bien des résistances du côté des Alliés, en particulier de la part des Américains. Elle n'est invitée à aucune des grandes conférences qui jalonnent la fin de la guerre, ni à Dumbarton Oaks (octobre 1944), ni à Yalta (février 1945), ni à Potsdam (juillet 1945) :

► « La conférence de Dumbarton Oaks, destinée à préparer la future "Organisation des Nations Unies", avait réuni en septembre et octobre, les représentants des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Chine à l'exclusion de la France. Traitant de la composition du "Conseil de sécurité" qui exercerait la direction du système, la conférence avait conclu que ce Conseil serait formé uniquement des même quatre "grands". [...] Tout se passait comme si nos alliés persistaient à tenir la France à l'écart de leurs arrangements.» (M.G., III, p. 63)

La France semble même se faire prier. Ulcéré de voir que la France n'est pas reconnue comme une grande puissance à part entière, de Gaulle refuse qu'elle soit puissance invitante à la conférence de San Francisco.

► « À Dumbarton Oaks, puis à Yalta, l'Amérique, la Grande-Bretagne et la Russie s'étaient mises d'accord sur une constitution destinée aux Nations Unies. L'assentiment de la Chine avait été obtenu. En revenant de Crimée, on avait demandé celui de la France [...] Après mûr examen, nous avons décliné la proposition que nous faisaient les quatre autres "grands" d'être, avec eux, puissance invitante. Il ne nous convenait pas, en effet, de recommander à 51 nations de souscrire à des articles rédigés en dehors de nous. » (M. G., III, p. 239)

Bien qu'elle participe finalement à la conférence, la France va se démarquer des Alliés en formulant des réserves sur le fonctionnement du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. En effet elle souhaite que face à la nécessaire autorité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, les petites et moyennes puissances soient mieux représentées :

► « ... la prudence montrée par la représentation française ne l'empêcha pas de prendre place, tout naturellement, dans l'aréopage des cinq "grands" qui mena l'affaire de bout en bout. Elle obtint, à San Francisco, ce à quoi nous tenions le plus. C'est ainsi que, malgré certaines hostilités, le français fut reconnu comme l'une des trois langues officielles des Nations Unies. D'autre part, en dehors de droit de veto appartenant à la France comme aux autres grandes puissances, le projet primitif de la Charte était amendé de manière à faire de l' "assemblée générale" le contrepoids du "conseil de sécurité" et,

en même temps, à freiner les impulsions de l'assemblée, en exigeant, pour ses motions, la majorité des deux tiers. » (M. G., III, p. 240-241)

Pour de Gaulle, qui reste marqué par l'échec de la SDN, l'ONU permet d'impliquer les États-Unis dans la sécurité en Europe et dans le monde. Elle est aussi un moyen, pour la France, de retrouver son rôle mondial. On est donc loin de l'idée de sécurité collective qui avait marqué la naissance de la SDN et de Gaulle reste sceptique sur rôle futur de l'ONU dans la gestion des conflits.

► « Toutefois, à la différence de ce que Roosevelt pensait, de ce que Churchill laissait supposer, de ce que Staline faisait semblant de croire, je ne m'exagérais pas la valeur des "Nations Unies". (M. G., III, pp. 239 - 240)

Annie Collognat-Barès et Nicole Rastetter